

réduire le nombre des articles dont l'importation fait l'objet de restrictions. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a fait savoir que les fabricants canadiens étaient très désireux de pénétrer sur le marché japonais et que son ministère leur apportait son aide. A mon avis, nous créons donc les conditions les plus favorables pour la vente de produits canadiens au Japon.

L'hon. M. Stanfield: Suis-je dans le vrai en supposant qu'aucune discussion n'a eu lieu entre les ministres des deux pays sur la façon dont les fabricants canadiens pourraient augmenter leur part du marché non contingenté?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, si le député sous-entend que nous devrions subventionner nos exportations au Japon, je lui répondrai que nous ne le ferons pas.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Tout à l'heure j'ai posé au ministre une question à laquelle il m'a répondu que ce sujet avait fait l'objet même des entretiens. Il apparaît maintenant que cette question n'a pas été discutée du tout et que les ministres canadiens n'avaient nullement l'intention d'en discuter à la réunion ou ici.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre invoque peut-être le Règlement mais je lui dirai que la raison pour laquelle le chef de l'opposition a lui-même invoqué le Règlement est irrecevable et que je doute dans ces conditions, que l'on doive pousser la discussion plus loin.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES À AMCHITKA—LES PROTESTATIONS DU CANADA

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu le rapport que nous avons reçu aujourd'hui de Washington précisant qu'en dépit des vues contraires du Canada les préparatifs en vue de l'explosion d'un engin nucléaire puissant à Amchitka se poursuivaient suivant les prévisions, le gouvernement a-t-il maintenant l'intention d'exprimer de nouveau et de façon plus tangible son opposition à cet essai dangereux et inutile?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, les témoignages que nous recevons de Washington précisent que l'opposition à cet essai grandit de jour en jour. Même le Congrès américain a adopté un bill s'y opposant. J'espère que tous ceux que la question préoccupe, y compris mon honorable ami et les députés de tous les partis, appuieront le gouvernement dans son opposition à cet essai et exprimeront énergiquement leurs vues.

M. Frank Howard (Skeena): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme l'essai doit avoir lieu à proximité du Canada qui est susceptible d'en ressentir les effets et vu notre inquiétude au sujet de l'accélération de la course aux armements nucléaires, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures serait-il prêt à saisir la Chambre d'une motion de façon que le Parlement puisse faire connaître ses vues au sujet de cette question et les communiquer au président?

[L'hon. M. Sharp.]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, les vues des députés de tous les partis sont bien connues de la Chambre. Je les ai transmises au secrétaire d'État et il connaît notre position. Il sait que nous sommes tous unanimement et fortement opposés à cet essai.

* * *

LE BIEN-ÊTRE

LES FRAIS EXORBITANTS DE LOCATION ET DE RÉPARATION ASSUMÉS PAR CERTAINES PROVINCES

M. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au secrétaire d'État une question dont j'ai déjà donné avis à son bureau. Le ministre mettra-t-il à notre disposition des exemplaires d'un rapport rédigé par M. Robert Hebert du bureau du ministre à Moncton au sujet des frais exorbitants de location et de réparation que doit assumer le gouvernement provincial au nom des bénéficiaires de prestations de bien-être?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, l'avis que m'a donné le député de Fundy-Royal m'a tout juste permis de prendre une connaissance très superficielle de la question dont il parle. Il va falloir que je me renseigne sur les documents et leur origine, après quoi, je pourrai probablement renseigner le député.

* * *

LA POLLUTION

LE RENFLOUAGE DE L'ÉPAVE DE L'«IRWING WHALE»

[Traduction]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports étant bien lancé, j'aimerais lui adresser une question. Voudrait-il informer la Chambre du résultat des efforts que son ministère a déployés en vue de renflouer le bateau-citerne *Irving Whale* qui a sombré dans le golfe Saint-Laurent il y a plus d'un an?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crois avoir adressé, vendredi dernier, une lettre à l'un des députés de l'Île-du-Prince-Édouard et j'aurais plaisir à en faire parvenir copie à l'intéressé. Il s'agit d'un rapport à jour sur la question. Je souligne simplement, à ce stade, que nous désirons nous assurer absolument que toutes les mesures de sécurité ont été prises avant qu'on n'entreprenne quoi que ce soit, mais je verrai à ce que mon collègue obtienne une copie de cette lettre.

M. David MacDonald (Egmont): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'ai déjà reçu la lettre dont parle le ministre, mais elle ne contenait que les informations dont on a fait part à la Chambre il y a quelques jours. Le ministre pourrait-il donner à la Chambre l'assurance qu'on agira dès cette année en vue de mettre fin à cette grave menace de pollution, comme l'ont signalé plus tôt le ministre et le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard? Si cette épave ne peut être renflouée bientôt, le ministre voudra-t-il nous dire à quelle date, ou dans quel laps de temps, elle le sera?